

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Bd George Sand 36000 CHATEAUROUX
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 09/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PSP - PLASTICS SYSTEMS PACKAGING

ZI des Vigneaux
36210 Chabris

Références : -
Code AIOT : 0010000592

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2024 dans l'établissement PSP - PLASTICS SYSTEMS PACKAGING implanté ZI des Vigneaux 36210 Chabris. L'inspection a été annoncée le 15/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PSP - PLASTICS SYSTEMS PACKAGING
- ZI des Vigneaux 36210 Chabris
- Code AIOT : 0010000592
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PSP (Plastics Systems Packaging) est spécialisée dans la transformation de matières

plastiques par injection et thermoformage pour la fabrication d'emballages alimentaires et pharmaceutiques, l'entreprise est située à Z.I Les Vigneaux à Chabris, M. Poussard a créé l'entreprise le 22 janvier 1991 et il est l'actuel PDG de l'établissement. PSP emploie environ 100 salariés et fonctionne 7 jours/7 et en équipes 3x8. L'établissement est autorisé à exploiter par arrêté préfectoral n°2007-03-0199 du 22 mars 2007.

Une extension du site a été réalisée en 2017 (construction d'un nouveau bâtiment de stockage de produits finis, installation d'une nouvelle chaîne de production d'emballages plastiques, construction de 8 silos de stockage de matières premières...). Ces modifications ont été portées à la connaissance de Monsieur le préfet et validées par un courrier préfectoral du 19 avril 2016.

Compte tenu des évolutions de la nomenclature, le site relève désormais des rubriques suivantes :

2661.1.b : Transformation de polymères (40 t/j) (Enregistrement),
2662.1 : Stockage de polymères (2506 m³) (Enregistrement),
2663.1 a : Stockage de matières plastiques (28300 m³) (Enregistrement).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 REACH Autorisation
- AN24 Rétention
- AN24 Trackdéchets RNDTS
- ATEX
- Déchets
- Eau de surface
- REACH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	MODIFICATIONS INSTALLATION	Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 1.6.1	Demande d'action corrective	2 mois
2	CLASSEMENT ICPE	Code de l'environnement du 19/06/2024, article R.511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	EAUX USEES (hors domestiques)	Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 4.3.3	Demande d'action corrective	2 mois
4	EAUX USEES (hors domestiques)	Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 4.3.8	Demande d'action corrective	2 mois
5	BRUIT	Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 6.2.4	Demande d'action corrective	2 mois
6	EAUX USEES	Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 4.3.7	Demande d'action corrective	2 mois
7	DECHETS	Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	REACH: Subst/produit	Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 7.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	s dangereux			
14	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 7.7.7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
15	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 7.6.3 et 7.7.7.1	Demande d'action corrective	2 mois
16	Bassin de confinement des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 4.3.5.1 et 7.7.7	Demande d'action corrective	2 mois
17	RISQUE EXPLOSION	Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 7.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
18	RISQUE EXPLOSION	Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 7.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	REACH: Subst/produits dangereux	Règlement européen du 18/12/2006, article article 31 et Annexe II	Sans objet
9	REACH: Subst/produits dangereux	Règlement européen du 18/12/2006, article article 7 et Annexe II	Sans objet
11	INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 7.7.3	Sans objet
12	INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 23/03/2007, article 7.7.3	Sans objet
13	STOCKAGE	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.1 pour 2662 et 2.4.1 pour 2663	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MODIFICATIONS INSTALLATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Porter A Connaissance
Prescription contrôlée : Tout projet de modification, extension ou transformation des installations doit avant sa réalisation être porté à la connaissance de M. le Préfet accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.
Constats : L'exploitant a réalisé une extension en 2016 qui a été portée à la connaissance de M. le Préfet en février 2016, les travaux réalisés sont les suivants: création d'un atelier de production de 1280 m2, création d'une aire de stockage composée de 8 silos de 14.7 m de hauteur dédiés au granulés plastiques (165 m3), création d'un hall de stockage de 4000 m2 et de 8 m de hauteur (capacité de stockage de 20 880 m3), création d'une plateforme couverte (auvent) avec 4 quais, couverture avec un auvent du quai existant, modification des conditions d'accès au site et clôture du site. L'exploitant a également déposé une demande cas par cas pour l'installation de panneaux photovoltaïques au sol pour son autoconsommation le 25/06/2024 qui est en cours d'instruction. L'arrêté préfectoral n°2007-03-0199 du 22/03/2007 (article 4.3.7) spécifie que les rejets d'effluents aqueux dans le milieu naturel se font en sortie de séparateur d'hydrocarbures. Or ce n'est pas le cas les effluents sont rejetés dans un bassin qui sert également de confinement des eaux d'extinction avant d'être rejetées dans le milieu naturel. Le bassin de confinement n'est pas signalé dans l'arrêté préfectoral, l'exploitant devra porter à la connaissance de M. le Préfet la présence d'une rétention déportée avec dispositif de drainage (roseaux) entre le séparateur d'hydrocarbures et le milieu naturel et préciser les fonctionnalités des différents bassins. Écart constaté: l'exploitant devra porter à connaissance les modifications apportées à son installation;
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : CLASSEMENT ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/06/2024, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE
Prescription contrôlée : La colonne " A " de l'annexe à l'article R.511-9 constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

<p>Constats :</p> <p>Le classement ICPE de l'établissement a été révisé en 2016 lors des travaux d'aménagements (création atelier production et d'un entrepôt de stockage de produits finis et installation de silos de stockage de granulés plastiques).</p> <p>L'exploitant a réalisé une extension en 2016 qui a été portée à la connaissance de M. le Préfet en février 2016, les travaux réalisés sont les suivants: création d'un atelier de production de 1280 m2, création d'une aire de stockage composée de 8 silos de 14.7 m de hauteur dédiés au granulés plastiques (165 m3), création d'un hall de stockage de 4000 m2 et de 8 m de hauteur (capacité de stockage de 20 880 m3), création d'une plateforme couverte (auvent) avec 4 quais, la couverture avec un auvent du quai existant, modification des conditions d'accès au site et clôture du site.</p> <p>L'exploitant n'était pas en mesure de communiquer à l'inspection des installations classées la quantité totale de matières ou produits combustibles stockés dans les différentes zones couvertes (y compris avec auvent), l'établissement pourrait relever de la rubrique 1510, l'exploitant devra justifier qu'il ne relève pas de la rubrique 1510.</p> <p>L'exploitant dispose d'équipements climatiques utilisant du gaz R1234ze qui est un réfrigérant du groupe HFO (gaz fluorés) qui pourraient relever de la rubrique 1185, il devra justifier du non-dépassement des seuils de classement sous cette rubrique.</p> <p>Écart constaté: l'exploitant n'est pas en mesure de justifier le non-classement aux rubriques ICPE 1185 et 1510.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : EAUX USEES (hors domestiques)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 4.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, CONVENTION REJET</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux domestiques usées, les eaux d'élevage des sols sont collectées par un réseau interne puis rejetées dans le réseau communal qui les dirige vers la station d'épuration communale. Une convention de rejet sera établie entre l'exploitant et la collectivité locale.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société PSP a signé une convention de déversement des eaux usées au réseau public d'assainissement tripartite PSP- Commune de Chabris- SAUR, cette convention a été signée le</p>

09/10/2014 et prenait fin le 31/12/2021 (article 21 de la convention). La convention est donc échue et doit être renouvelée.

Écart constaté: la convention de déversement des eaux usées au réseau public n'est plus valide.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : EAUX USEES (hors domestiques)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 4.3.8

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle périodique

Prescription contrôlée :

Une mesure des concentrations des différents polluants visés ci-dessus doit être effectuée au moins tous les 3 ans par un organisme agréé [...].

Constats :

La dernière analyse des eaux en sortie du séparateur d'hydrocarbures a été réalisée le 22/10/20, soit il y a plus de 3 ans.

L'analyse réalisée le 22/10/20 par le laboratoire SGS (rapport n°EV20-26432) est incomplète, les mesures de DBO5, DCO, phénols (plastiques) ne sont pas réalisées, ces paramètres devront être intégrés dans les prochaines analyses.

De plus, le rejet dans le milieu naturel est fait depuis le bassin de confinement placé juste après le séparateur d'hydrocarbures, les mesures devront être réalisées en sortie du bassin de confinement.

Écart constaté: l'exploitant n'a pas réalisé la mesure triennale des concentrations des différents polluants avant rejet dans le milieu naturel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : BRUIT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 6.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle périodique

Prescription contrôlée :

Des mesures de niveau acoustiques sont effectuées au moins tous les 3 ans [...]

Constats :

La dernière mesure de bruit réalisée date du 22/10/2020 (rapport SGS n°MS20-02468.001) soit il y a plus de 3 ans, les analyses étaient conformes en 2020.

Écart constaté: L'exploitant n'a pas réalisé de mesures de bruit en 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : EAUX USEES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 4.3.7

Thème(s) : Risques chroniques, Réseau séparatif

Prescription contrôlée :

Sans préjudices des conventions de déversement dans le réseau public, les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que besoin de traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, [...], sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.

Constats :

Les eaux polluées du site sont dirigées vers un séparateur d'hydrocarbures de 6 m3 puis envoyées vers un bassin de confinement de 360 m3 avant d'être rejetées vers le milieu naturel (fossés). Ce bassin de confinement collecte également, via une canalisation apparente présente sur la parcelle limitrophe qui appartient à la commune de Chabris, les eaux de voiries extérieures (routes). Les analyses des eaux résiduaires sont réalisées en amont de ce bassin de confinement et tous les 3 ans. Les réseaux de collecte doivent être séparatifs et la caractérisation des eaux résiduaires doit être réalisée avant le rejet dans le milieu naturel et donc en sortie du bassin de confinement.

<p>Écart constaté: Les eaux résiduaires sont mélangées avec d'autres effluents avant rejet vers le milieu naturel et analysées en sortie séparateur d'hydrocarbures et pas avant le rejet dans le milieu naturel..</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : DECHETS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, TRACKDECHETS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose bien de l'outil obligatoire TRACKDECHETS pour la traçabilité de ses déchets. L'inspection des installations classées a réalisé par échantillonnage un contrôle de BSD dématérialisé du déchet provenant du séparateur d'hydrocarbures: BSD-20231106-TFVH5GAJF (202335983), CED: 13 05 03*, Dénomination usuelle : EAU +HYDROCARBURES + BOUES, CAP n°236892, code traitement R13, 1.34 tonnes.</p> <p>Le code de traitement R13 est un traitement intermédiaire, le déchet a un traitement final en R3, l'exploitant doit disposer du bsd relatif au traitement final (annexe 2) et le transmettre à l'inspection des installations classées.</p> <p>Écart constaté: L'exploitant ne dispose pas du BSD de traitement final de son déchet issu du séparateur d'hydrocarbures.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : REACH: Subst/produits dangereux

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article article 31 et Annexe II
Thème(s) : Autre, FDS
Prescription contrôlée : <p>1. Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance d'effectuer une évaluation de la sécurité chimique d'une substance veille à ce que les informations contenues dans la fiche de données de sécurité correspondent à celles contenues dans ladite évaluation. Si la fiche de données de sécurité est établie pour une préparation et si l'acteur de la chaîne d'approvisionnement a élaboré une évaluation de la sécurité chimique pour ladite préparation, il suffit que les informations figurant sur la fiche de données de sécurité correspondent au rapport sur la sécurité chimique de la préparation, et il n'est pas nécessaire qu'elles correspondent aux informations du rapport sur la sécurité chimique pour chaque substance contenue dans la préparation.</p> <p>3. Le fournisseur fournit au destinataire à sa demande une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II, lorsque la préparation ne répond pas aux critères de classification comme préparation dangereuse, conformément aux articles 5, 6 et 7 de la directive 1999/45/CE, mais contient:</p> <p>a) en concentration individuelle \geq à 1 % en poids pour les préparations autres que gazeuses et égale ou supérieure à 0,2 % en volume pour les préparations gazeuses, au moins une substance présentant un danger pour la santé ou l'environnement; ou</p> <p>b) en concentration individuelle \geq à 0,1 % en poids pour les préparations autres que gazeuses, au moins une substance qui est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou qui figure dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées au point a); ou</p> <p>c) une substance pour laquelle il existe, en vertu des dispositions communautaires, des limites d'exposition sur le lieu de travail.</p>
Constats : <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>L'exploitant dispose bien des FDS des produits utilisées dans l'établissement, ces fiches sont stockées sous le réseau informatique interne et sont mises à disposition du personnel. L'inspection a procédé à la vérification par échantillonnage de quelques FDS, sans observation:</p> <ul style="list-style-type: none"> • granulés de polypropylène (substance stockée dans les 8 silos, 167 m3) • Huile minérale COMPRESSOR VRD 46 : non-dangereux • Fluide hydraulique HFO68 : non-dangereux
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : REACH: Subst/produits dangereux

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article article 7 et Annexe II
Thème(s) : Produits chimiques, INCOMPATIBILITES
Prescription contrôlée : <p>Les incompatibilités sont respectées par l'exploitant</p>

<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>L'inspection des installations classées a procédé à un contrôle sur le terrain et notamment dans le local produits chimiques. Des produits corrosifs (KF BLEU ECO FPS) en fût, des produits irritants (Neutralising Crystals) en sceau, des acides en fût, des produits inflammables en fût, des huiles minérales (hydro S46) non-dangereuses en GRV ou fûts sont entreposés dans la zone. Les règles d'incompatibilité sont respectées et le local est sous rétention, les éventuels déversements sont dirigés vers le séparateur d'hydrocarbures. Le local est sous verrouillage à code et une affiche sécurité est apposée sur la porte: " Défense de fumer", "porte-coupe feu à maintenir fermée", pictogrammes dangers orange qui devront être remplacés par les pictogrammes du règlement CLP.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : REACH: Subst/produits dangereux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 7.2.1</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, inventaire des substances/produits</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations susceptibles d'être présentes dans l'établissement [...] est constamment tenu à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter une liste exhaustive et à jour des substances et produits dangereux présents sur le site, ni d'état des stocks du jour.</p> <p>Écart constaté: absence de liste exhaustive et à jour de tous les substances et produits présents sur site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 11 : INCENDIE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 7.7.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, contrôle périodiques extincteurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre incendie appropriés aux risques [...]. Tous ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifié au moins une fois par an.</p>

<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté. L'exploitant dispose sur site des moyens de lutte contre l'incendie suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • système de sprinklage dans les ateliers de production et les locaux de stockage alimenté par 2 cuves de 450 m3 et maintenues pleines • un bassin réserve incendie de 600 m3 appartenant à la commune et localisé à proximité immédiate du site • 2 poteaux incendie: 1 de 70 m3/h sous 1 bar (externe) et 1 de 15m3/h sous 1 bar (interne) • 118 extincteurs (vérifiés en février 2024 par la société EUROFEU) • 16 lances RIA <p>Ces matériels sont maintenus en bon état.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : INCENDIE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2007, article 7.7.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Formation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie, notamment les appareils respiratoires isolants.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté. L'exploitant a réalisé une formation par EUROFEU le 05/12/2019 pour 40 salariés. Cette formation devra être renouvelée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : STOCKAGE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.1 pour 2662 et 2.4.1 pour 2663</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Règles de stockage polymères</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les polymères à l'état de substances ou préparations inflammables doivent être stockés sur une aire spécifique, à une distance d'au moins 5 mètres des autres produits stockés. De même, les produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble sont stockés sur des îlots séparés d'au moins 5 mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>

Les polymères utilisés sont des co-polymère d'éthylène-propylène classés non-dangereux, ils sont stockés sous forme de granulés dans 8 silos de 100 T/silo, soit 167 m3 et également dans des sacs plastiques souples dans l'atelier, sous les auvents des quais et sur une zone de stockage extérieure non-couverte à proximité des silos.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 7.7.7

Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions

Prescription contrôlée :

[...] Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont raccordés à une zone de confinement étanche aux produits collectés et dimensionnée de manière à pouvoir contenir toutes les eaux susceptibles d'être polluées avant leur rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les prescriptions réglementaires en la matière. [...].

Constats :

L'exploitant dispose d'un séparateur d'hydrocarbures de 6 m3, qui collecte les éventuels déversements issus du local produits chimiques (36 m2), du local huiles usagées (22 m2) et les eaux pluviales de voiries susceptibles d'être chargées en hydrocarbures.

Les 8 silos dispose de leur propre rétention de 275 m3.

L'exploitant dispose d'un bassin dit de "confinement des eaux incendies" de 360 m3 à l'ouest du site qui est placé juste après le séparateur d'hydrocarbures, une vanne est en place entre le séparateur d'hydrocarbures et le "bassin de confinement" et également après ce bassin pour les rejets vers le milieu naturel (via des fossés).

Le rapports D9A établi par le bureau d'étude QUALICONSLT le 24/02/2016 évalue un besoin en rétention de 1163 m3 (sans la rétention silos de 275 m3) et un besoin en eau pour la défense incendie extérieure (D9) de 270 m3/h soit 540 m3 pendant 2h. Dans le calcul D9A pour le calcul du volume de rétention total du site, la quantité de liquides présentes dans les locaux (huiles usagées, produits chimiques) prise est de 500 L (20 % du volume des liquides). Ce volume doit être justifié au vu de la configuration du site.

Le système de sprinklage dispose de 2 réserves de 450 m3 (intégrée dans le calcul D9A).

L'exploitant a transmis à l'inspection, les volumes de rétention présents sur site suivants:

- 255 m3 de voiries
- 147 m 3 de buses réseau EP
- 630 m3 de bassin (erreur car bassin de 360 m3)
- 275 m3 de rétention silos

soit au total 1307 m3 (1037 m3 avec la correction), ce volume est insuffisant et mal dimensionné du fait que ce bassin récolte à la fois

- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées du site,
- les eaux d'extinction incendie

- et les eaux pluviales externes au site.

Le jour de la visite le bassin était plein et n'aurait pas pu recevoir les eaux d'incendie.

L'exploitant devra refaire un calcul plus détaillé et plus réaliste du besoin réel en rétention du site et transmettre un plan des différents réseaux d'eau à jour (intégrant l'extension réalisée en 2016) et préciser les fonctionnalités de rétention de chaque zone (bassin de collecte des eaux pluviales, polluées, eaux d'extinction incendie, eaux pluviales non polluées, eaux externes, bassin de régulation,....)

Écart constaté: le volume des rétentions des eaux d'extinction incendie et es eaux pluviales susceptibles d'être polluées du site est sous-dimensionné

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 7.6.3 et 7.7.7.1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions

Prescription contrôlée :

art 7.6.3

[...] La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

art 7.7.7.1 : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont raccordés à une zone de confinement étanche aux produits collectés et dimensionnée de manière à pouvoir contenir toutes les eaux susceptibles d'être polluées avant leur rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les prescriptions réglementaires en la matière.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que le bassin dit "de

<p>confinement" était plein d'eau et des plantes s'y étaient développées, le dispositif d'obturation en sortie de bassin vers les fossés était inaccessible et enseveli par de la boue.</p> <p>Ce bassin est une rétention déportée destinée à recevoir les eaux d'extinction, les eaux issues du séparateur d'hydrocarbures et des voiries internes et externes au site, il doit présenter des caractéristiques d'étanchéité minimales afin de ne pas induire un risque de percolation des jus dans le sol. Au regard de la présence importante de végétation dans le bassin celui-ci n'est pas étanche.</p> <p>Les vannes doivent faire l'objet d'un plan de maintenance et de contrôle garantissant leur disponibilité en cas de besoin, un registre suivi avec émargements doit permettre de dater les actions de maintenance, de contrôle et de test.</p> <p>Il n'y a pas de signalisation mise en place, mentionnant la présence d'une zone de rétention d'eau d'extinction et le risque de noyade en cas d'incendie.</p> <p>Écarts constatés: le bassin de confinement des eaux incendie n'est pas étanche, son dispositif d'obturation n'est pas entretenu, ni accessible et pas signalée ni délimitée (risque de noyade).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 16 : Bassin de confinement des eaux incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 4.3.5.1 et 7.7.7</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>art. 4.3.5.1: "[...] le système est équipé d'une vanne de fermeture automatique permettant de confiner les eaux d'extinction d'incendie en cas de sinistre, ou toutes eaux polluées rejetées au milieu naturel"art. 7.7.7: Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont raccordés à une zone de confinement étanche aux produits collectés et dimensionnée de manière à pouvoir contenir toutes les eaux susceptibles d'être polluées avant leur rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les prescriptions réglementaires en la matière. [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Un bassin de confinement de 360 m3 est présent sur le site, il est composé de 2 parties: la 1ere avec des végétaux et la 2d sans. Ce bassin présente des dysfonctionnement et des non-conformités (cf. point de contrôle n°14).</p>

Il n'est pas étanche, plein et donc ne pourrait recueillir les eaux d'incendie et pas entretenu idem pour les organes de commande.

Le calcul du volume de confinement (D9A) a été réalisé en février 2016 et est à revoir, sous-dimensionnement à vérifier au regard des anomalies relevées dans le point de contrôle précédent.

Il existe 2 vannes manuelles:

- entre le séparateur d'hydrocarbures et le bassin de confinement
- entre le bassin de confinement et le milieu naturel

Ces vannes sont manuelles et en position fermée, la 1ère vanne est signalée par un panneau blanc écrit en noir "à abaisser en cas de pollution", ce panneau n'est pas très visible.

Écart constaté: Présence d'un bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie et des eaux pluviales non-étanche, plein et encombré par des végétaux dont l'accès aux organes de commandes en aval est difficile, les commandes sont manuelles et aucun justificatif de la maintenance des dispositifs et du bassin n'est disponible.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 17 : RISQUE EXPLOSION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 7.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, ZONAGE

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de part la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosives pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec faible fréquence et de courte durée. Il distingue 3 types de zones:[...]

Constats :

L'établissement ne dispose pas de plan de zonage des zones à risques et n'a pas réalisé le zonage du risque d'explosion (ATEX).

Écart constaté: l'exploitant n'a pas réalisé de zonage de son établissement par risque.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 18 : RISQUE EXPLOSION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, DETECTION HYDROGENE
Prescription contrôlée : [...]. Pour l'atelier de charge d'accumulateurs, les parties d'installation présentant un risque spécifique tel qu'identifié ci-dessus, sont équipés de détecteurs d'hydrogène. Le seuil de la concentration limite en hydrogène admise dans le local sera pris à 25% de la limite inférieure d'explosivité, soit 1% d'hydrogène dans l'air. Le dépassement de ce seuil devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme. Pour les parties de cet atelier non-équipées de détecteurs à hydrogène, l'interruption des systèmes d'extraction d'air [...] devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher l'alarme.
Constats : La zone de charge des chariots élévateurs située près de la zone de chargement: <ul style="list-style-type: none"> • n'est pas équipée de détecteurs d'hydrogène pour signaler la présence d'atmosphères explosives • n'est pas signalée par un affichage signalant la zone ATEX • ne dispose pas de système d'extraction d'air couplé à l'arrêt des opérations de charge Lors de la visite, il y avait 3 engins en cours de chargement, la zone est équipé d'une grille de ventilation, sans savoir s'il s'agit d'une ventilation naturelle ou mécanique. L'exploitant devra signaler la zone, équiper la zone de détecteur d'hydrogène, coupler les détecteurs au système de charge et d'extraction d'air et former le personnel au risque explosion.
Écart constaté: Absence de détecteurs d'hydrogène dans la zone de chargement des accumulateurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois